



## Réponse de la BSA à la consultation publique de l'ARCEP sur la mise en œuvre de la loi SREN et les dispositions relatives aux services cloud

11 décembre 2024

BSA | The Software Alliance ("BSA") est le principal défenseur de l'industrie mondiale du logiciel auprès des gouvernements et sur le marché international.

Nos membres<sup>1</sup> sont des entreprises de logiciels d'entreprise qui proposent des services technologiques utilisés par d'autres entreprises ou organisations, tels que des services de stockage cloud, des logiciels de gestion de la relation client et des logiciels de collaboration dans le milieu du travail, afin de rendre leurs propres opérations plus efficaces, innovantes et performantes. Les services des membres de BSA sont utilisés de manière croissante pour générer de la valeur à partir des données — qu'il s'agisse d'obtenir de nouvelles informations à partir de ces données, de rationaliser les chaînes d'approvisionnement, de collaborer avec des partenaires ou de mieux servir les clients.

Dans l'ensemble de ses actions, BSA soutient activement la portabilité des données.

- Les clients professionnels des services membres de BSA décident librement des données qu'ils souhaitent stocker ou traiter, et peuvent supprimer ces données à tout moment.
- La plupart des membres de BSA proposent des outils permettant de faciliter le transfert / changement de leurs données dans et hors du service, utilisant dans de nombreux cas des formats lisibles par machine largement utilisés si les clients finaux / utilisateurs souhaitent le faire.
- La portabilité des données personnelles est également un droit garanti par l'article 20 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de l'UE. Dans un environnement B2B, les fournisseurs de services cloud agissent généralement en tant que sous-traitants et ne peuvent donc pas décider quelles données doivent être transférées. Ces décisions doivent être prises par les clients professionnels utilisant les services cloud, c'est-à-dire les responsables du traitement ou détenteurs de données. Étant donné la large gamme d'informations détenues par les services cloud, y compris des données personnelles et non personnelles, la portabilité est souvent offerte aux clients professionnels pour les données traitées par les systèmes du fournisseur de services cloud, que ces données soient personnelles ou non.

BSA se félicite du fait que le législateur ait choisi au sein de la loi "Sécuriser et Réguler l'Espace Numérique (SREN)" de ne pas imposer de mandat technologique. La concurrence

<sup>1</sup> Les membres de BSA sont: Adobe, Akamai, Alteryx, Asana, Atlassian, Autodesk, Bentley Systems, Box, Cisco, Cloudflare, CNC/Mastercam, Cohere, Databricks, DocuSign, Dropbox, Elastic, ESTECO SpA, EY, Graphisoft, Hubspot, IBM, Informatica, Kyndryl, MathWorks, Microsoft, Notion, Okta, OpenAI, Oracle, PagerDuty, Palo Alto Networks, Prokon, PTC, Rubrik, Salesforce, SAP, ServiceNow, Shopify Inc., Siemens Industry Software Inc., Splunk, Trend Micro, Trimble Solutions Corporation, TriNet, Twilio, Workday, Zendesk, and Zoom Video Communications, Inc.

entre les services cloud s'inscrit en effet au-delà du prix, et se développe également sur les fonctionnalités et les choix technologiques offerts. Exiger un ensemble unique de technologies ou de formats de données obligatoires réduirait les choix pour les clients et nuirait in fine à l'innovation.

Dans le cadre de cette consultation menée par l'ARCEP et compte tenu de la nature de nos membres, nous nous concentrerons sur la seconde partie, à savoir la définition d'un cadre technique pour réguler les services cloud, dans le but d'assurer l'interopérabilité et la portabilité.

### **1. Équivalence fonctionnelle (Section 3.1.2. a) & (Section 3.2.1, Question 46)**

---

BSA soutient la décision de l'ARCEP de n'appliquer la notion d'équivalence fonctionnelle, ainsi que les obligations associées pour la garantir, qu'aux fournisseurs de services Infrastructure-as-a-Service (IaaS), et non aux fournisseurs de services Software-as-a-Service (SaaS) ou Platform-as-a-Service (PaaS). L'obligation d'assurer l'équivalence fonctionnelle doit être comprise comme une obligation de moyens, c'est-à-dire la facilitation de l'équivalence fonctionnelle, et non comme une obligation de résultat, c'est-à-dire "assurer" l'équivalence fonctionnelle. Cette approche correspond à la définition proposée par la loi SREN (« *un niveau minimal de fonctionnalité* »).

Ces exclusions découlent des spécificités des services PaaS et SaaS, et notamment du fait qu'il s'agit de services personnalisés pour un utilisateur, qui ne peuvent donc pas être répliqués de manière équivalente dans l'environnement d'un autre fournisseur de services.

Cela nécessiterait également la coopération du fournisseur IaaS d'origine, du fournisseur IaaS de destination et de l'utilisateur. En effet, bien que le transfert de données d'un fournisseur de services de traitement de données vers un utilisateur soit facilité par le fournisseur existant en utilisant un format lisible par machine et puisse être géré uniquement par ce fournisseur, ce n'est pas le cas pour le changement de fournisseur.

### **2. Codes de conduite volontaires & Bonnes pratiques (Section 3.2.1, Question 45)**

---

BSA souhaite souligner que le marché des services cloud pour les entreprises propose déjà de nombreuses options et bonnes pratiques (par exemple, l'ancien Code de conduite SWIPO en vigueur jusqu'en juillet 2024 – voir ci-dessous).

Ces bonnes pratiques ont été développées par les entreprises traitant directement de des problématiques, et sont fondées sur l'expérience du marché et les attentes des clients qui veulent pouvoir transférer leurs données dans et hors du service.

Nous comprenons que l'objectif de la Commission européenne est de résoudre l'enjeu du "verrouillage des fournisseurs" (« Vendor lock-in »), soit précisément ce que le Code de conduite SWIPO visait à aborder.

La BSA encourage donc fortement l'ARCEP à soutenir les efforts en cours dans l'industrie, tels que ceux prévus dans ces codes de conduite de l'industrie, visant déjà à faciliter la portabilité et le changement de fournisseur. Les meilleures pratiques de l'industrie devraient être encouragées et soutenues pour susciter davantage de confiance et de sensibilisation sur le marché (par exemple, en les incluant dans le futur « Cloud Rulebook » de l'UE), afin d'évaluer leur mise en œuvre et leur efficacité face aux préoccupations soulevées.

### 3. Interopérabilité de l'IaaS, PaaS et SaaS (section 3.2, Question 48)

---

Nous nous positionnons en faveur d'une distinction plus marquée entre l'Infrastructure-as-a-Service (IaaS), et les services logiciels en amont dans la chaîne des applications (comme le PaaS ou le SaaS). Ces derniers sont plus complexes, souvent sur-mesure, et ne sont pas toujours parfaitement interchangeables d'un fournisseur de traitement de données à un autre.

Bien que l'ARCEP reconnaisse cette distinction, la différence dans les attentes n'est pas toujours claire, notamment en ce qui concerne les exigences «d'harmonisation » mentionnées dans les sections d'interopérabilité.

Imposer des exigences de « commutabilité » (que ce soit dans le cadre de la portabilité ou de l'interopérabilité) pour les services SaaS/PaaS ou imposer des spécifications techniques et/ou un ensemble de fonctionnalités minimales communes, conduirait en pratique à exiger que tous les services soient effectivement identiques.

Si nous comprenons cet objectif, nous craignons la perte d'innovation majeure que cette décision provoquerait pour les entreprises et les utilisateurs européens et français. Cette approche néglige également la complexité et la singularité des choix stratégiques des clients dans la construction de leurs systèmes informatiques, associant différentes couches logicielles selon leurs besoins et attentes.

---

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

Hadrien Valembois, Directeur, Policy – EMEA

[hadrienv@bsa.org](mailto:hadrienv@bsa.org) ou +32.2.274.13.15